

ÉDUCATION

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



Guy Breton et une «troisième avenue pour les partenariats»

Page 2



Le Québec en retard en matière de scolarisation universitaire

Page 3



McGill et Montréal se rencontrent à l'Institut de recherches cliniques de Montréal

Page 8

CAHIER G • LE DEVOIR, LES SAMEDI 28 ET DIMANCHE 29 JANVIER 2012



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les cégeps ont 44 ans

Au Canada, «c'est au Québec qu'on trouve le plus grand nombre de jeunes de 30 ans ou moins ayant un diplôme d'études supérieures»

Les cégeps devront subir des compressions de 80 millions de dollars dans les deux prochaines années. À force de couper dans le réseau, la qualité de l'enseignement ne risque-t-elle pas d'être affectée? C'est du moins la crainte formulée par Jean Perron, président et directeur général de l'Association des cadres des collèges du Québec.

PIERRE VALLÉE

Après plus de 40 ans d'existence, qu'en est-il aujourd'hui du réseau des cégeps? Bien que le succès soit au rendez-vous, chiffres à l'appui, certains insistent toujours pour remettre en cause, de temps à autre, la pertinence de ce modèle d'éducation supérieure typiquement québécois. Sans compter que les cégeps ont plusieurs défis à relever dans les années à venir.

«L'efficacité et l'utilité des cégeps ont été clairement démontrées, affirme Jean Perron, président et directeur général de l'Association des cadres des collèges du Québec. Ce n'est pas moi qui le dis, mais plutôt l'économiste Pierre Fortin. Dans une étude qu'il a réalisée, il a révélé que, au Canada, c'est au Québec qu'on trouve le plus grand nombre de jeunes de 30 ans ou moins ayant un diplôme d'études supérieures. Ce taux s'établit à 72 %, et les cégeps en sont grandement responsables. De plus, si on s'attarde au secteur technique, on constate un taux de placement sur le marché du travail de près de 93 %.»

Avec de pareils résultats, on comprend mal la remise en question du réseau. On croirait plutôt en sa consolidation. «Mais c'est le contraire qui se produit. Les cégeps devront subir des coupes de 80 millions de dollars dans les deux prochaines années. On envisage une pénurie de main-d'œuvre spécialisée dans les

prochaines années, mais cette main-d'œuvre, c'est en grande partie dans les cégeps qu'on la forme. On coupe donc au moment où on devrait investir. Il y a là une incohérence dans le discours du gouvernement.»

Ces coupes présagent-elles le pire? «Je crains que, à force de couper dans le réseau, la qualité de l'enseignement finira par être

«Mieux soutenir financièrement le réseau des cégeps ne doit pas être perçu comme une dépense, mais bien comme un investissement»

affectée. À moins que le gouvernement, pour compenser le sous-financement, ne soit tenté par une hausse des droits de scolarité, ce qui nuirait alors à l'accessibilité d'un réseau conçu dès le départ pour rendre l'enseignement supérieur gratuit pour tous les Québécois. Jose espérer que non.»

Une pénurie de cadres

La relève du personnel est l'un des importants défis que les cégeps devront relever dans les années à venir. En cela, les cégeps n'échappent pas au problème du vieillissement de la population. «Plusieurs professeurs prendront leur retraite et il faudra assurer une relève de qualité. Mais le problème est encore plus aigu du côté du personnel d'encadrement. Le sous-financement du réseau a fait en sorte que, pour préserver la qualité de l'enseignement, il a fallu réduire

le nombre des cadres. Le résultat est que les cadres en poste cumulent les tâches et ont vu leur semaine de travail s'allonger. Les prochaines coupes ne feront rien pour améliorer la situation.»

Ainsi, il devient de plus en plus difficile de recruter des cadres. «La somme de travail accrue dissuade les personnes de postuler pour ces emplois et les gains salariaux ne viennent pas la compenser. On n'arrive plus à recruter dans notre bassin naturel que sont nos professeurs et nos employés des divers services. Ils préfèrent demeurer syndiqués plutôt que de devenir cadres. On doit aller à l'extérieur, et même là, la tâche est difficile. On doit parfois afficher deux ou trois fois un poste avant d'obtenir des candidatures valables.»

Autre irritant qui s'ajoute: le régime de retraite. «Auparavant, les cadres étaient tenus de verser une contribution de 3 % supérieure à celle des syndiqués, mais ils jouissaient de certains avantages. Mais le gouvernement a changé la donne. Il maintient la contribution supérieure mais élimine les avantages. Cela rend le recrutement des cadres encore plus difficile, puisque plusieurs candidats potentiels à ces postes sont sur le marché du travail depuis plusieurs années, et la question du régime de retraite devient alors importante.»

Vers un véritable engagement de l'État

Selon Jean Perron, la solution aux défis que devront relever les cégeps passe par un véritable engagement de l'État dans le réseau des cégeps. «Il faut absolument valoriser cet ordre d'enseignement. On ne doit plus considérer les cégeps comme le prolonge-

ment du secondaire. Au contraire, les cégeps sont synonymes d'enseignement supérieur, que ce soit au général, qui mène à l'université, ou en formation technique, d'où sortent plusieurs des emplois de l'économie du savoir.»

Qui plus est, la culture organisationnelle d'un cégep a ses particularités. «Le fonctionnement d'un cégep s'apparente à celui d'une université et non à celui d'une école secondaire. Certains de nos cégeps ont des populations étudiantes qui s'apparentent à certaines petites universités. Quarante-six de nos quarante-huit cégeps ont des centres de transfert technologique où il se fait de la recherche.» De plus, le rôle des cégeps ne se limite pas à la seule formation scolaire. «En région, les cégeps sont souvent le principal pôle économique et culturel. Notre formation technique est très bien adaptée aux réalités et aux besoins du marché du travail et elle tient compte des besoins particuliers des régions.»

C'est pour toutes ces raisons que Jean Perron croit que «l'État doit affirmer de façon claire son soutien au réseau des cégeps et y consentir les sommes nécessaires. Mieux soutenir financièrement le réseau des cégeps ne doit pas être perçu comme une dépense, mais bien comme un investissement. Et un investissement durable, en plus, puisqu'il crée des emplois durables.»

Et une façon de bien signifier son engagement envers les cégeps serait la création, par le gouvernement du Québec, d'un ministère de l'Éducation supérieure. «Ce ministère regrouperait les universités et les cégeps. Ce serait un signal fort que le gouvernement place les cégeps carrément dans le domaine de l'enseignement supérieur et qu'il croit en l'efficacité et la pertinence de cet ordre d'enseignement.»

Collaborateur du Devoir

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Université de Montréal

« Une troisième avenue pour les partenariats »

Le recteur œuvre à mieux préparer les étudiants pour le marché du travail

L'automne dernier, *Le Devoir* citait quelques passages d'un discours de Guy Breton, recteur de l'Université de Montréal (UdeM), dans lequel il déclarait que les cerveaux doivent correspondre aux besoins des entreprises et qu'il était convaincu que les universités peuvent mieux faciliter le travail des entreprises. Le recteur n'avait toutefois pas eu l'occasion d'expliquer sa pensée. Il le fait ici.

MARTINE LETARTE

« Les gens ne veulent pas étudier pour étudier. Ils veulent étudier pour travailler. L'UdeM souhaite former des gens avec des cerveaux mieux alignés sur ce qu'ils veulent faire. Et cela ne s'applique pas seulement aux entreprises privées, mais aussi aux institutions, aux ministères, aux établissements de santé, aux organismes sans but lucratif, aux orchestres symphoniques, aux organisations sportives, etc. », explique Guy Breton, qui a reçu *Le Devoir* dans son bureau sur la montagne.

« Ça me fait sourire si on me reproche de former les gens pour qu'ils soient mieux outillés pour évoluer dans le milieu de travail

qu'ils ont choisi. Le mandat de l'UdeM, c'est de former les gens, de leur donner les outils qu'ils veulent, de faire en sorte qu'ils soient le mieux préparés possible », renchérit le recteur.

A ceux qui craignent que l'université se mette ainsi au service de l'entreprise et des institutions, Guy Breton répond que les organismes subventionnaires protègent l'université. « L'UdeM a dépassé la barre des 500 millions de revenus annuels pour financer sa recherche. 85 % de ces fonds proviennent des organismes subventionnaires qui accordent des fonds aux meilleurs, qui sont évalués par des comités de pairs. L'entreprise n'est pas impliquée du tout dans le processus. C'est

seulement 15 % des fonds qui proviennent de contrats de recherche signés à la suite de commandes passées par des entreprises », explique M. Breton.

Le recteur de l'UdeM croit ainsi que l'université n'est pas tributaire de ces contrats. « Pour chaque contrat qu'une entreprise nous propose, nous avons toujours la possibilité de refuser. Ce sont les organismes subventionnaires qui financent la grande majorité de la recherche, et ce sont eux aussi qui rendent possible la recherche dans des secteurs moins prisés par les entreprises », affirme Guy Breton.

Une série de forums

Actuellement donc, soit les entreprises et les institutions sont écartées des projets de recherche, soit ce sont elles qui passent leurs commandes. Il n'y a pas d'entre-deux. « Les gens des entreprises, des institutions et des universités se connaissent, mais pas suffisamment. Il y a de grandes solitudes. Je crois qu'il y a moyen de faire autrement. J'aimerais qu'on arrive à mettre en

place une nouvelle dynamique », affirme Guy Breton.

Le recteur lancera donc dans les prochains mois une série de forums sectoriels pour réunir des gens de l'UdeM, des entreprises et des institutions. « Je pense par exemple au domaine énergétique, au domaine de l'aérospatiale, aux nanotechnologies, etc. Je crois que nous pouvons mieux comprendre les besoins des gens des entreprises et des institutions et qu'ils peuvent mieux comprendre nos réalités. Par exemple, formons-nous adéquatement les gens qui dirigeront nos musées? », questionne M. Breton.

L'objectif de ces forums est de trouver de meilleures façons de collaborer entre l'université, les entreprises et les institutions. « Je crois qu'on peut arriver à développer un langage commun et à trouver une troisième avenue pour les partenariats », affirme le recteur.

Nouvelles formes de partenariats

Concrètement, ces partenariats nouveau genre pourraient prendre différentes formes. « Par exemple, nous pourrions nous allier à une institution pour recruter un expert étranger dans un domaine. Nous pourrions aussi créer des formations courtes et des stages pour des gens qui œuvrent au sein d'institutions et d'entreprises », indique le recteur.

Prenons par exemple un haut fonctionnaire qui serait accueilli à l'UdeM pour une formation. « Il pourrait en même temps faire découvrir à nos étudiants le genre de carrière qu'il mène. Cer-



SOURCE UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
Guy Breton, recteur de l'Université de Montréal

tains pourraient ensuite s'y intéresser. Ce genre de partenariat permettrait l'échange. Il y a un programme fédéral qui permet de faire ça, mais c'est encore peu utilisé », explique Guy Breton.

Le recteur souhaite ainsi que l'UdeM enseigne de moins en moins en vase clos. « Plutôt que de former les gens en se basant sur un modèle plus théorique, nous souhaitons les former en favorisant l'échange et les contacts. Nous voulons être plus soucieux de l'employabilité de nos étudiants, notamment en les aidant à se faire une bonne réputation à l'extérieur de l'université », explique Guy Breton.

Six étudiants sur dix de l'UdeM sont dans des programmes de formation disciplinaire comme l'histoire et l'anthropologie, pour lesquels il n'y a pas de marché du travail prédéterminé. « Il faut donc exposer

ces étudiants à différentes réalités d'emploi pertinentes pour eux. C'est notre rôle, comme université, de bien les outiller », affirme le recteur.

Nouveaux programmes

Cette tendance à vouloir mieux outiller les étudiants pour le marché du travail se traduit également à l'UdeM dans le développement de nouveaux programmes aux cycles supérieurs.

Par exemple, le programme de maîtrise en musique-composition offre l'option musiques de film et multimédia. « L'UdeM, avec ses différentes écoles affiliées, offre la plus vaste gamme de programmes au Canada. Cette caractéristique nous permet de faire des ponts entre différentes disciplines. Ainsi, nous ajoutons à la formation de base des compétences transversales », explique Guy Breton.

Il affirme que c'est non seulement ce que les employeurs demandent, mais aussi, ce que les étudiants demandent. « L'étudiant veut par exemple devenir infirmier, mais en plus, développer des compétences en gestion, en santé publique, en toxicologie, etc. C'est donc ce genre d'amalgame que nous essayons de réaliser. Je crois d'ailleurs que les universités vivent un moment très excitant, puisque les jeunes et les moins jeunes ont envie d'apprendre. Les universités doivent donc profiter de l'occasion pour développer des initiatives intéressantes. »

L'UdeM compte 64 000 étudiants, dont le quart environ aux cycles supérieurs.

Collaboratrice du Devoir

J'AI 17 ANS, JE VEUX UN « CÉGEP » DIFFÉRENT.

PORTES OUVERTES

Mercredi 8 février, de 18 h à 21 h

Enseignement préuniversitaire • Bilingue et international
Technologique et familial • Résidence tout confort



Admission sur place

COLLÉGIAL INTERNATIONAL



Sainte-Anne

collegial.csadl.ca depuis 1861



La recherche fait partie du programme

Profiter d'infrastructures uniques.

Miser sur la synergie des équipes de recherche et des industries de pointe.

• 83 programmes de maîtrise et de doctorat

• Plus de 100 chaires et centres de recherche

Réussir

des innovations au bénéfice de la collectivité.



USherbrooke.ca

UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

MAÎTRISE OU DOCTORAT AS-TU PENSÉ À L'INRS ?

JOURNÉE PORTES OUVERTES
Au Centre Urbanisation Culture Société
9 FÉVRIER 2012



www.facebook.com/INRS.UCS
twitter.com/inrs_ucs

VENEZ NOUS RENCONTRER!
385, rue Sherbrooke Est, Montréal

INRS

Université d'avant-garde

INRS.CA



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Universités québécoises

La fréquentation est en hausse... pour l'instant

« Le Québec demeure en retard en matière de scolarisation universitaire »

Les universités au Québec sont de plus en plus fréquentées, se réjouit la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ). Après avoir connu une hausse constante mais modeste depuis 1997, le taux de fréquentation des universités québécoises affiche pour la troisième année consécutive une hausse plus marquée: 3,8 % en 2009, 3,7 % en 2010 et 2,7 % en 2011. On doute toutefois de pouvoir poursuivre sur cette lancée.

ASSÏA KETTANI

Pour expliquer l'augmentation de la fréquentation dans le réseau universitaire, Daniel Zizian, président-directeur général de la CREPUQ, insiste sur trois facteurs importants.

«Premièrement, la courbe démographique du bassin d'étudiants potentiels est à la hausse», souligne-t-il. Deuxièmement, cet achalandage accru serait lié à l'implantation de nouveaux programmes par les universités. «Les universités font un effort constant pour répondre à l'évolution de la société: 78 nouveaux programmes ont ainsi été autorisés par le ministère de l'Éducation dans les cinq dernières années.» Et, enfin, il faut compter le fruit des efforts de recrutement des étudiants étrangers qui ont été déployés depuis plusieurs années, dont l'objectif a été atteint au-delà des espérances: quand on visait une augmentation de 10 % du nombre des étudiants étrangers en 2008-2011, la hausse a atteint 23,5 %.

«La présence de ces étudiants étrangers est un atout pour le Québec, pour le système universitaire et pour la société de façon générale», souligne Daniel Zizian. Il s'agit d'un apport au niveau de la recherche, puisqu'elle ouvre davantage les étudiants québécois à l'international. C'est aussi un apport pour la société québécoise, puisqu'une partie de ces étudiants étrangers décident de demeurer sur place. Ceux qui retournent dans leur pays deviennent des têtes de projet, tant au niveau de la recherche que de l'économie, et resteront des ambassadeurs à vie du Québec à l'étranger.»

La CREPUQ souhaite d'ailleurs que soit reconnue l'importance du rôle des universités à l'égard des objectifs ambitieux du gouvernement en matière d'immigration. «L'accueil des étudiants étrangers cadre avec le projet d'immigration du gouvernement provincial, puisque c'est une des meilleures façons d'assurer l'intégration des immigrants dans le marché du travail. Les employeurs sont rassurés sur leur formation, et le temps qu'ils passent au Québec leur permet de mieux connaître le marché du travail et facilite leur intégration.»

En deçà de la moyenne canadienne

Mais le taux de fréquentation des universités québécoises a encore de la marge avant de pouvoir rivaliser avec celui qui prévaut dans le reste du Canada: le Québec demeure en deçà de la moyenne canadienne, et surtout derrière l'Ontario, qui affiche le plus haut taux de diplômés universitaires au pays.

En 2006, le taux de diplomation, tous cycles confondus, était de 21,4 % au Québec, contre 22,6 % au Canada et 24,7 % en Ontario, ce qui constitue un écart important, rappelle Daniel Zizian, considérant le fait que chaque point représente 66 000 diplômés. «Le Québec demeure en retard en matière de scolarisation universitaire. Nous souhaitons dans un premier temps atteindre la moyenne ca-

nadienne et nous visons ensuite à rattraper l'Ontario.»

D'autre part, l'écart entre les deux provinces s'est creusé au cours des 20 dernières années: en 1991, les taux étaient respectivement de 13 % et 14,6 %, soit un écart de 1,6 %, alors que l'écart est aujourd'hui de 3,3 %. «Nous avançons, mais l'Ontario avance plus vite. Il faut faire des efforts supplémentaires», poursuit Daniel Zizian.

Cet objectif de rattrapage risque pourtant de se heurter à l'évolution de la société québécoise. En effet, les prévisions de l'effectif étudiant universitaire du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport annoncent une augmentation jusqu'en 2014-2015, suivie d'un déclin jusqu'en 2025, en raison de la diminution du bassin démographique des étudiants.

Droits de scolarité et fréquentation

D'autre part, l'augmentation des droits de scolarité prévue au cours des cinq prochaines années — 1625 \$, peu importe le programme d'études — pourrait-elle affecter le taux de fréquentation? Pas forcément, selon la CREPUQ, notamment si cette augmentation s'accompagne d'une bonification des programmes de prêts et bourses.

Un avis contesté par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui estime que l'augmentation prévue aura des effets inévitables sur la fréquentation universitaire des étudiants. Selon Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, cette augmentation entraînera non seulement une baisse des effectifs, mais aussi une modification de la provenance des étudiants. «Il y aura moins d'étudiants issus des classes moyennes et défavorisées», explique Martine Desjardins. Les aides financières seront insuffisantes, selon elle, puisqu'une partie des étudiants n'ont pas accès à ces prêts. Les grands perdants seront ainsi les étudiants issus de la classe moyenne, dont les revenus sont trop élevés pour avoir accès aux bourses et trop faibles pour supporter une hausse des droits de scolarité. Pour preuve, Martine Desjardins cite l'exemple de l'Ontario, où l'augmentation des droits de scolarité a entraîné une modification du profil démographique des étudiants. «Dans les facultés de médecine, la proportion des étudiants issus de milieu modeste a baissé de 30 %», souligne-t-elle.

La question de l'endettement étudiant représente une autre ombre au tableau, puisque les étudiants seraient obligés d'emprunter. «Quelque 65 % des étudiants finissent leur bac avec une dette moyenne de 14 000 \$, rappelle Martine Desjardins. La perspective de s'endetter davantage est inenvisageable.»

Étudier en région

Autres grands perdants: les étudiants en région. En effet, alors que le niveau de scolarité des parents influence l'accès des étudiants aux études supérieures, les régions ne bénéficient pas d'une grande tradition de fréquentation universitaire. «En région, 70 % des étudiants



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'inscription des étudiants à l'UQAM. L'augmentation des droits de scolarité prévue au cours des cinq prochaines années — 1625 \$, peu importe le programme d'études — pourrait-elle affecter le taux de fréquentation?

de première génération. En conséquence, les parents ont tendance à mal prévoir le coût réel des études», explique Martine Desjardins. En raison des déplacements souvent plus importants, le coût des études supérieures y est également plus

élevé. «Les étudiants en région sont plus endettés qu'à Montréal. Par exemple, un étudiant en Abitibi cumule une dette moyenne de 16 000 \$ à la fin d'un bac.»

On devra donc s'attendre à ce que la courbe de fréquentation des étudiants à l'université,

en hausse depuis près de 15 ans, connaisse un repli, qu'il s'agisse de droits de scolarité majorés ou de l'évolution démographique. Alors que l'avenir intellectuel et scientifique du Québec est en jeu, Daniel Zizian propose de redoubler d'ef-

forts pour contrer ce mouvement et ne pas perdre du terrain. «C'est essentiel pour les universités de rester à la fine pointe de l'enseignement et de la recherche», estime-t-il.

Collaboratrice du Devoir

Modifiez votre profil

Pour profiter de l'effet d'entraînement des professeurs et des équipes de recherche renommés de l'UQAM, faites votre choix parmi nos 150 programmes de 2^e et 3^e cycles.

etudier.uqam.ca
L'effet UQAM

ÉDUCATION
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.Tél.: 514 985-3333 redaction@ledevoir.com

FAIS CE QUE DOIS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Université Laval

La solidarité universitaire en action

Plus de 600 ententes dans une soixantaine de pays

Bien qu'elle soit basée à Québec, l'Université Laval traite avec des centaines de partenaires à l'échelle internationale, et ce, sur les cinq continents. Ce volet international de la première université francophone des Amériques prend diverses formes tout en s'adaptant à la demande suivant les enjeux et les défis; qu'ils soient environnementaux, scientifiques ou humanitaires. Survol en compagnie de Nicole Lacasse, vice-rectrice adjointe aux études et aux activités internationales.

THIERRY HAROUN

Le volet international à l'Université Laval a pour but principal «de former de meilleurs diplômés pour qu'ils puissent évoluer et œuvrer sur la scène mondiale. Et à titre d'établissement universitaire, c'est un volet que je considère comme incontournable», juge Nicole Lacasse. A ce titre, rappelle Mme Lacasse, l'Université Laval «compte plus de 600 ententes dans une soixantaine de pays qui concernent la formation, la recherche ou encore la coopération, dont 350 portent sur la mobilité étudiante dans une quarantaine de pays. Et ce dont je suis particulièrement fière, c'est qu'à l'Université Laval, 12 % de nos étudiants auront vécu un séjour à l'étranger d'au moins une session au cours de leurs études, alors que la moyenne des universités canadiennes est de 2,5 %».

L'Université Laval prône une approche individuelle quand vient le temps d'envoyer ses étudiants à l'étranger. «On n'envoie pas des groupes de 40 étudiants à tel endroit et 50 à un autre endroit. On sait que si on envoie des groupes, ils vont rester en groupe. L'intégration ne sera pas bonne et on va se retrouver finalement avec un groupe de Québécois en voyage. Par contre, quand ils partent seuls ou à deux, ils sont obligés de s'intégrer dans le pays et de se trouver des amis. Ce volet [social] est aussi important que ce qu'ils apprennent en classe. Cela leur permet de s'ouvrir à d'autres, de développer une capacité d'adaptation et de compléter leur apprentissage dans une deuxième langue, voire une troisième langue. Je vous dirais que ceux qui partent en Chine ou au Japon placent la barre haut parce que les étudiants doivent [avant de quitter] ap-

prendre un peu la langue du pays, c'est une condition.»

De meilleurs citoyens

Est-ce que ces expériences à l'étranger feront d'eux de meilleurs citoyens? «Tout à fait! Écoutez, vous parlez à une convaincue. Je suis tombée dans la soupe quand j'étais étudiante à une époque où ça ne se faisait pas. Ils vivent tellement de belles expériences et ils en reviennent complètement changés. On voit qu'ils ont pris en confiance et en maturité», précise Mme Lacasse.

Elle donne en exemple ceux et celles qui étudient dans le secteur de la santé. «Il y en a qui sont partis en groupe de deux ou trois en stage humanitaire en Inde ou en Afrique durant l'été. Ils sont bien encadrés et nous travaillons étroitement avec des ONG sur place. Je me souviens d'un témoignage d'un étudiant, qui m'a dit à son retour: "J'ai cousu quelqu'un sans anesthésie et il m'a dit merci!" Ce sont des expériences inoubliables. Je pense aussi à des infirmières à qui on a demandé d'accompagner une sage-femme lors d'un accou-

chement alors qu'elles venaient tout juste de débarquer dans le pays. C'est pour le moins impressionnant comme expérience.»

Coopération et développement

Les activités d'aide au développement représentent un volet important des partenariats de l'Université Laval à l'étran-

ger. L'aide au développement consiste en un projet d'intervention, de recherche ou de formation qui vise à permettre un transfert de connaissances ou de services vers un pays en voie de développement. Ces projets sont souvent soutenus par des fonds d'aide publique au développement qui proviennent d'organismes comme l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ou encore le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), notamment.

Ces projets de coopération touchent les secteurs de la santé, de l'éducation, de la gouvernance et de la gestion des organisations, ainsi que de l'environnement. Nicole Lacasse donne en exemple un projet financé par l'ACDI à hauteur de six millions de dollars sur cinq ans. Il vise à redémarrer la formation en foresterie et gestion des ressources naturelles en République démocratique du Congo. «Vous savez, rappelle-t-elle, ce pays abrite le deuxième plus grand massif forestier au monde après l'Amazonie. L'idée ici est d'aider les gens de ce pays à développer une expertise pour qu'ils puissent gérer eux-mêmes leurs ressources naturelles, et dans ce cas précis, on parle de foresterie. On va les aider à rebâtir, à refonder une faculté de foresterie qui a été dévastée; l'expertise a été perdue.»

Mme Lacasse note aussi le cas d'Haïti, où l'Université Laval dispense, par l'entremise de la Faculté des sciences de l'administration, une formation à distance en gestion de projets. «Il y a là-bas 60 étudiants qui suivent cette formation qui mène à un MBA sur deux ans. Le but de ce projet, qui est financé par l'Organisation des États américains, est de permettre à ces gens de bâtir leur pays et d'être en mesure de faire de la gestion de projet.» En clair, ce genre d'initiative fait partie de ce que Mme Lacasse qualifie de «solidarité universitaire».

Collaborateur du Devoir

UQAM

En avant la musique!

«Nous nous attardons aux besoins actuels des musiciens»

Devant le programme de l'ancestrale Université McGill, dont les premières gammes en enseignement musical se sont jouées vers 1890, devant l'insatiable recherche de virtuosité du Conservatoire de musique depuis 1943, le programme de musique de l'UQAM est fort jeune. Et fort fier de la fougue, de la polyvalence et de la mobilité qui viennent avec cette jeunesse. Regard.

CATHERINE LALONDE

Le programme de musique de l'UQAM a débuté avec l'université même, rappelle Jean-Louis Gagnon, corniste et directeur des études. A l'époque, c'est l'École normale de musique de Westmount qui, par contrat de service, assurait la formation, avant qu'elle ne soit rapatriée intra-muros en 1976.

«Auparavant, on essayait de tout faire, de tout enseigner, rappelle M. Gagnon. Au début, il y avait un tronc commun, mais chaque discipline s'est mise à tirer de plus en plus sur la couverture... et le tronc commun s'est mis à rétrécir. On était en train de se ramasser avec quasiment cinq programmes différents.»

Une refonte en 2008

Une grande refonte a donc eu lieu en 2008. André Ville-neuve, compositeur, théoricien, maintenant directeur du département, estime que le programme a été revu de fond en comble. «On s'est assuré non seulement de tout changer, rappelle le directeur avec un chaleureux sourire, mais de donner au baccalauréat un sens global.»

L'accent a été mis sur «un décloisonnement propre à l'enseignement de la musique dans les universités, si on considère l'autre modèle transmis par les conservatoires. Le contexte est très compétitif — plusieurs universités offrent ce programme — et notre département est relativement jeune, si on le compare à l'âge très noble du conservatoire ou de McGill, qui ont davantage d'histoire et de moyens. Mais nous n'en sommes pas moins tenaces: il a fallu qu'on se redéfinisse très rapidement, et il est intéressant de voir à quel point cette compétition nous permet de déployer notre imagination et de cibler des créneaux que les autres établissements ne pensent pas saisir. Le fait que les structures évoluent beaucoup plus lentement que les manières de faire sur le terrain est une des choses qui nous préoccupent. Nous

nous attardons aux besoins actuels des musiciens, qui sont différents de ceux d'un musicien des années 1940 ou des années 1970. Tout le programme a été conçu en fonction de la réalité extérieure.»

L'UQAM propose ainsi un baccalauréat en enseignement de la musique. Le programme, disponible là et à l'Université Laval seulement, est contingenté. Seuls 50 élus sont acceptés chaque année. «L'enseignement est la seule de nos concentrations où à peu près 8 étudiants sur 10 ne poursuivent pas leurs études, précise Jean-Louis Gagnon, parce qu'ils vont tout de suite travailler après leur bac.»

Ceux qui doivent jouer pour être heureux iront plutôt en pratique artistique, dans le volet de musique populaire ou classique. Par ailleurs, une majeure en musique permet «d'intéresser des étudiants qui ne veulent ni être enseignant, ni devenir instrumentiste de carrière», explique André Ville-neuve. Ce peut être aussi une voie de service pour les acharnés qui auraient échoué l'audition en pratique artistique. «Certains étudiants, en travaillant très fort et en réussissant leur majeure, peuvent repasser avec succès l'audition», indique Jean-Louis Gagnon.

En fin d'études

À l'UQAM, le concert usuel de fin d'études a été remplacé par un projet personnel. Pensé par l'étudiant, appuyé par deux professeurs et par l'établissement, ce projet est «une antichambre de la réalité musicale, précise M. Villeneuve. Ces projets varient selon les personnalités: ça peut être un questionnaire sur la manière de jouer, ça peut être un concert, un travail de groupe en musique populaire, peut-être même la production d'un disque. Mais ce n'est pas axé strictement sur l'aspect pratique. On invite déjà nos étudiants à être attentifs à ce qu'ils veulent faire en tant qu'artiste.»

Le diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS)

VOIR PAGE 5: MUSIQUE



IRCM
INSTITUT DE RECHERCHES CLINIQUES DE MONTRÉAL
Affilié à l'Université de Montréal


INSTITUT DE RECHERCHE BIOMÉDICALE PAR EXCELLENCE

« L'IRCM offre un environnement enrichissant. Les collaborations entre les laboratoires sont stimulantes; les conférences sont fréquentes et de haut niveau. »

- Situé en plein coeur du milieu universitaire montréalais
- 36 professeurs de recherche IRCM de renommée internationale
- Étudiants à la maîtrise et au doctorat / stagiaires postdoctoraux
- Les étudiants de l'IRCM sont inscrits à l'Université de Montréal ou à l'Université McGill
- Une aide financière est garantie

• NORA SZABO, stagiaire postdoctorale

www.ircm.qc.ca — info@ircm.qc.ca



UN PRÉSENT POUR LE FUTUR

PORTES OUVERTES COLLÉGIAL

Jeu 9 février de 15 h 30 à 20 h
(entrée sur Decelles)

DÉCISION D'ADMISSION SUR PLACE
Réponse rapide aux demandes faites en ligne avant le 1^{er} février à 10 h à www.brebeuf.qc.ca/collegial
(choisissez ACCÈS RAPIDES puis cliquez sur Demande d'admission en ligne)


Le collégial Brébeuf, un environnement exceptionnel au coeur du quartier universitaire!
Le premier collégial à offrir le Diplôme du Baccalauréat International, 30 années de savoir faire!
Le premier collégial de la région de Montréal pour l'entrée en facultés universitaires contingentées!

LES PROGRAMMES OFFERTS AU COLLÉGIAL
Le Collège Jean-de-Brébeuf est un collégial préuniversitaire.

| | | |
|---|---|--|
| <p>BACCALAURÉAT INTERNATIONAL</p> <ul style="list-style-type: none"> ► Sciences de la nature <ul style="list-style-type: none"> • Sciences de la santé • Sciences pures et appliquées ► Sciences humaines <ul style="list-style-type: none"> • Option Économie • Option Histoire • Option Psychologie • Option Commerce et gestion ► Arts et lettres <ul style="list-style-type: none"> • Option Cinéma • Option Langues | <p>DIPLOME D'ÉTUDES COLLÉGIALES</p> <ul style="list-style-type: none"> ► Arts et lettres <ul style="list-style-type: none"> • Arts visuels, design et communications • Lettres, théâtre et communications • Création multimédia et communications • Langues et communications ► Sciences de la nature <ul style="list-style-type: none"> • Sciences de la santé • Sciences de la santé avec portable • Sciences pures et appliquées • Sciences pures et appliquées avec portable ► Sciences, lettres et arts <ul style="list-style-type: none"> • Programme préparant à la quasi-totalité des programmes universitaires | <ul style="list-style-type: none"> ► Sciences humaines ou de l'administration <ul style="list-style-type: none"> • Études internationales • Individu, culture et société • Administration |
|---|---|--|



TROIS PROGRAMMES EN ASSOCIATION AVEC L'ÉCOLE DE MUSIQUE VINCENT-D'INDY

Téléphone : 514 342-9342, poste 5355 | Université-de-Montréal | Côte-des-Neiges



Brébeuf

Collège Jean-de-Brébeuf
3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 1C1
www.brebeuf.qc.ca

cégep

LE 1^{er} MARS
est la date limite pour présenter une demande d'admission pour la **SESSION D'AUTOMNE** dans l'un des cégeps suivants:

Abitibi-Témiscamingue
Ahuntsic
André-Laurendeau
de Bois-de-Boulogne
Champlain-Lennoxville
Drummondville
Édouard-Montpetit
Gérald-Godin
Granby Haute-Yamaska
Héritage
John Abbott

de Lanaudière
- à l'Assomption
- à Joliette
- à Terrebonne

Lionel-Groulx
Macdonald College
Maisonnette
Marie-Victorin
Montmorency
Outaouais
Rosemont
Saint-Hyacinthe
Saint-Jean-sur-Richelieu

Saint-Jérôme
Saint-Laurent
Shawinigan
Sherbrooke
Sorel-Tracy
Trois-Rivières
Valleyfield
Vanier
Vieux Montréal
Institut de technologie agroalimentaire
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

Demande d'admission par Internet : <http://sram.omnivox.ca>

Pour obtenir le Tableau des programmes offerts veuillez vous adresser à votre école, à l'un des cégeps ou au :



SRAM
service régional d'admission du montréal métropolitain
Téléphone : 514.271.2454

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Polytechnique

Un code de déontologie ne suffit pas!

« L'éthique appliquée à l'ingénierie ne s'enseigne nulle part ailleurs dans le monde occidental »

Les ingénieurs sortant de l'École polytechnique de Montréal sont probablement les seuls à posséder une bonne formation en éthique, rapporte Bernard Lapierre, coordonnateur de l'unité d'éthique de l'École polytechnique de Montréal.

CLAUDE LAFLEUR

«*À ma connaissance, indique Bernard Lapierre, l'éthique appliquée à l'ingénierie ne s'enseigne nulle part ailleurs dans le monde occidental. Et chez nous, ce cours est obligatoire pour tous les étudiants. C'est dire qu'il n'y a pas d'étudiants qui sortent avec un baccalauréat de la Polytechnique sans avoir suivi ce cours-là.*»

Ce philosophe et éthicien s'empresse d'apporter une nuance intéressante. «*Il faut savoir que l'éthique, dans le monde anglo-saxon, c'est de la déontologie pour nous. On voit donc dans les universités américaines qu'il se donne des cours d'éthique, mais ce sont en réalité des cours de déontologie.*»

La déontologie, explique-t-il, est un système de normes et de points de repère qui régularise nos comportements, par exemple au sein d'une entreprise. Par contre, aucun système de normes, si élaboré soit-il, ne peut prévoir toutes les éventualités. Et c'est là qu'entre en jeu l'éthique. «*Il s'agit de jeter un regard critique sur les systèmes normatifs en vue de prendre des décisions dans des situations délicates*», résume M. Lapierre.

Éthique et déontologie

C'est ainsi qu'un bel exemple de l'écart qui sépare parfois la déontologie de l'éthique nous est donné ces jours-ci, avec l'embauche de Nathalie Normandeau par la firme d'experts-comptables Raymond Chabot Grant Thornton. Il se peut fort bien que l'ex-ministre respecte à la lettre le code de déontologie s'appliquant, sans toutefois avoir un comportement éthique. (Notons ici que nous ne portons pas de jugement, mais posons la question.)

C'est dire que dans les écoles de génie, les étudiants suivent des cours de déontologie, mais pas d'éthique. «*L'éthique, dans le monde anglo-saxon, ça n'existe pas!* lance en riant M. Lapierre. *En fait, l'univers anglo-saxon fonctionne beaucoup selon des approches normées, alors que l'éthique appliquée, telle que nous l'enseignons à l'École polytechnique, n'existe pas en tant que telle.*»

Il va même plus loin en soulignant qu'il y a parfois des cas où suivre la norme va à l'encontre de son esprit. «*Un exemple très simple: en voiture, dit-il, la norme est de toujours rouler sur le côté*

droit de la route. Mais s'il se trouve un enfant sur la chaussée devant nous et qu'on poursuit sa course en appliquant la norme, on va alors à l'encontre du bon sens! Or, dans la pratique de l'ingénierie, il y a des situations où il ne suffit pas de se conformer aux normes. Il faut réfléchir et analyser la situation.»

«*Dans notre cours, poursuit-il, nous postulons que la norme ne suffit pas toujours et qu'elle est même intrinsèquement imparfaite, puisqu'elle ne prévoit pas tout. Parfois même, l'appliquer à la lettre peut produire un effet négatif ou indésirable et contraire à son esprit.*»

Un très beau cas qui se pose actuellement dans notre société: devrait-on procéder à l'extraction des gaz de schiste? Si on parvenait à réduire au minimum les impacts de cette extraction tout en maximisant les bénéfices pour la société, l'opération deviendrait-elle acceptable, ou demeurerait-elle, quoi qu'il en soit, irrémédiablement condamnable?



SOURCE ÉCOLE POLYTECHNIQUE
Bernard Lapierre, coordonnateur de l'unité d'éthique de l'École polytechnique de Montréal

Comment donc nos futurs ingénieurs feront-ils pour analyser une situation complexe, pour réaliser qu'il s'agit là d'une situation délicate... d'une problématique éthique? pose le Pr Lapierre pour illustrer l'objet de son cours

d'éthique. Et comment ensuite faire une analyse critique de la situation, puis prendre de bonnes décisions? «*Ce n'est vraiment pas la même chose que d'apprendre à appliquer un code de déontologie*», dit-il.

Le cours de génie: le plus important?

Bernard Lapierre rapporte que la grande majorité de ses étudiants, qui sont dans leur 3^e ou 4^e année de baccalauréat, sont au début de son cours quelque peu déstabilisés par son approche.

«*L'ingénierie est un univers très formaté, très formel*, dit-il. *En utilisant les mathématiques, les ingénieurs cherchent à tout réduire sous la forme d'algorithmes. Or, dans notre cours, les étudiants sont déséquilibrés parce qu'il n'y a pas d'algorithme à appliquer, et souvent, il n'y a même pas une bonne réponse. Il faut souvent devoir décider collectivement de ce qu'on fera devant telle situation.*»

Dans le fond, explique-t-il, son cours d'éthique plonge les étudiants «*dans le monde réel*». «*Qu'est-ce que ça veut dire que de vivre en société? Qu'est-ce ça veut dire que d'être responsable par-delà la déontologie? Qu'est-ce qui fait que l'on vit ensemble? etc.*»

Pour réussir le cours, il ne s'agit pas pour l'étudiant de passer avec succès un examen, note le professeur. «*Les étudiants doivent produire des travaux qui articulent une*

problématique d'ingénierie ou de technoscience en regard de l'éthique. Ils doivent démontrer qu'ils maîtrisent leur capacité à réfléchir à une situation.» Chacun fait ainsi une véritable démarche personnelle, raconte le professeur, puisqu'il est amené à se positionner, à prendre des décisions et à énoncer des valeurs qui sont les siennes.

«*Nos étudiants apprennent donc à quoi ils carburent comme futur ingénieur, poursuit Bernard Lapierre, quelle est leur position et où ils s'en vont. Et qu'est-ce qu'ils pensent pouvoir faire et ne pas pouvoir faire...*» Chaque étudiant est ainsi amené à se demander: «*Qu'est-ce que je ne veux pas faire comme futur ingénieur?*»

Au terme du cours, le professeur demande à ses étudiants d'évaluer la pertinence et l'intérêt de ce que lui et ses chargés de cours ont enseigné. «*Nous récoltons un taux de satisfaction qui se situe entre 95 et 98 %*, indique M. Lapierre avec satisfaction. *Mais, surtout, certains étudiants vont jusqu'à dire qu'il s'agirait du cours le plus important de leur formation!*»

Collaborateur du Devoir

MUSIQUE

SUIITE DE LA PAGE G 4

en musique de film est aussi particulier à l'UQAM. «*C'est une des grandes voies d'avenir pour les musiciens*, poursuit le directeur du département. *Et, pour l'université, ça permet de répondre à l'esprit de modernité, à cette manière d'appréhender les arts avec de nouveaux outils.*»

Contrairement à l'élitisme du Conservatoire, où la virtuosité est la seule voie, «*on cherche à l'université à ouvrir un champ de possibilités franchement plus large. Si vous travaillez, ici on vous donne un coup de pouce.*» Les entrées se font par audition, et les études peuvent bien sûr se poursuivre au-delà du premier cycle. C'est par là que sont passés les Catherine Major, Ariane Moffat et le premier violon de l'Orchestre métropolitain, Yukari Cousineau, entre autres, parmi «*tous les musiciens de l'ombre que sont les enseignants en musique, qu'il ne faut absolument pas oublier!*», conclut M. Villeneuve.

Le Devoir

UN MONDE D'INNOVATEURS

VOUS TROUVEREZ À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

- un enseignement supérieur de très haut niveau
- un accompagnement de l'admission à la diplomation
- un environnement de recherche stimulant
- et l'accès à un réseau de chercheurs de renom

Renseignez-vous.
fesp.umontreal.caUniversité 
de Montréal

Quartier Concordia

Plus qu'un quartier universitaire

« L'une de nos plus grandes réussites est notre intégration à la trame urbaine »

Au cœur du centre-ville de Montréal, aux environs du campus central de l'Université Concordia, le quadrilatère que forment les rues Sherbrooke, Guy, René-Lévesque et Bishop est aujourd'hui en pleine transformation. Désormais désigné Quartier Concordia, ce secteur longtemps laissé pour compte voit ces jours-ci ses blasons redorés grâce aux efforts de l'institution universitaire.

ÉMILIE CORRIVEAU

Confrontée depuis bon nombre d'années à une croissance qu'elle ne pouvait plus contenir, au tournant des années 2000, l'Université Concordia n'a eu d'autre choix que de réfléchir sérieusement à l'avenir de son campus du centre-ville. Plutôt que d'opter pour un simple réaménagement de ses espaces, Concordia a préféré miser sur un plan de développement plus durable.

«Le plan, c'était vraiment de trouver une façon de non seulement agrandir le campus, mais également, de mieux s'intégrer dans le plan urbain de la ville de Montréal et de réussir à faire une différence dans un quartier qui avait été pas mal délaissé pendant des décennies», explique Clarence Epstein, directeur des projets spéciaux et des affaires culturelles de l'Université Concordia.

En collaboration avec la Ville de Montréal, en 2003, Concordia a donc organisé un concours afin de dénicher les maîtres d'œuvre d'un plan d'aménagement qui saurait non seulement répondre aux besoins de l'université, mais également à ceux des Montréalais et des résidents du quartier.

À l'issue de celui-ci, c'est la vi-

sion du Groupe Cardinal Hardy qui a été retenue. Un peu moins d'une décennie plus tard, la transformation du secteur est notable. Bien que toujours en développement, le campus Sir George William de Concordia, autrefois constitué de buildings épars et florissant au gré de la croissance de l'université, est en voie de devenir l'un des mieux intégrés à la trame montréalaise et l'un des plus tournés vers l'art.

Intégration urbaine

«L'une de nos plus grandes réussites, c'est notre intégration à la trame urbaine. Notre défi premier, c'était de trouver une façon de diminuer la séparation physique entre la rue et l'université pour créer plus de transparence et de fluidité», soutient M. Epstein.

Pour y parvenir, on a notamment pensé à aménager une piste cyclable traversant le Quartier Concordia au sud du boulevard de Maisonneuve. Celle-ci s'étend de la rue Saint-Hubert à l'avenue Greene et contribue à relier l'est et l'ouest du centre-ville. On a aussi entrepris des travaux de réaménagement du boulevard de Maisonneuve et de la Place Norman-Bethune en vue de favoriser les déplacements, d'uniformiser la chaussée et de

verdir l'espace. À cela s'ajoute le développement du réseau souterrain du quartier afin de mieux relier les édifices du campus et de permettre une plus grande fluidité des passants.

«Le métro Guy-Concordia est le quatrième plus achalandé de la ville de Montréal. Il n'a pas reçu d'investissements importants depuis longtemps. Nous travaillons de concert avec la STM pour améliorer tous les éléments de cette station, parce qu'elle est très présente dans le quotidien de notre communauté. Elle est la transition souterraine entre l'université et la ville. Nous travaillons beaucoup sur la signalisation et l'intégration de l'art public pour construire une relation beaucoup plus raffinée entre l'université et la métropole», précise M. Epstein.

Couvent et banque

Dans le même esprit, on a également fait l'acquisition de la maison mère des Sœurs grises, ce qui a permis à Concordia de bonifier son campus. «Le fait que Concordia ait pu faire cette acquisition joue un rôle important dans le développement du quartier. Au départ, ce n'était pas prévu et nous étions assez limités en termes d'espaces verts. Cet ajout s'est avéré un élément fabuleux, parce que non seulement il nous a permis d'acquérir des espaces verts, mais également, d'inclure dans notre campus un élément patrimonial fort important», ajoute le directeur des projets spéciaux.

L'édification d'un complexe de 17 étages, le Engineering, Computer Science and Visual Arts Building, la relocalisation



SOURCE UNIVERSITÉ CONCORDIA

Le pavillon GM de l'Université Concordia, à la sortie de la station de métro Guy-Concordia

de la John Molson School of Business dans le Molson Building et l'intégration de l'édifice historique de la banque TD Canada Trust au campus ont aussi joué un rôle important dans la revitalisation du quartier.

Tournée vers l'art

Pour mettre en valeur ses nouveaux édifices, ses espaces verts et les lieux publics, Concordia s'est tournée vers l'art public. Cela se traduit par l'intégration de nombre d'éléments culturels sur le campus, notamment dans le réseau souterrain de l'université.

«Pour nous, c'est très important d'utiliser l'art public pour passer notre message. Nous voulons exprimer à la communauté universitaire et au public en général que la culture est un élément enrichissant dans la vie,

qu'elle est primordiale. Nous sommes le quartier où l'art public est le plus présent et nous sommes très fiers de cela», confie M. Epstein.

Perspectives

D'ici la fin de l'été 2012, l'aménagement de la piste cyclable et du boulevard de Maisonneuve sera terminé. Viendra ensuite le réaménagement des rues MacKay, Bishop et Guy, mais celui-ci n'est pas prévu avant 2013.

«On est toujours à l'étape des pourparlers préliminaires avec la ville pour voir dans quels délais il sera possible de faire le tout. C'est le prochain projet sur notre liste, mais les échéanciers ne sont pas encore tout à fait précis», note le directeur des projets spéciaux.

Le développement du Quartier

Concordia devrait s'échelonner encore sur de nombreuses années. «C'est un projet qui n'a pas réellement de finalité, affirme-t-il. Eventuellement, le phasage [nombre de phases à réaliser] physique diminuera en importance, mais il y a aura toujours des améliorations ponctuelles à apporter à la signalisation, à l'éclairage, etc. C'est un quartier dynamique, qu'on ne doit pas laisser stagner.»

Si le projet d'aménagement du Quartier Concordia est encore en plein développement, il répond déjà aux attentes que s'était fixées l'institution universitaire, notamment améliorer l'utilisation des espaces extérieurs, favoriser les relations entre la communauté universitaire, les résidents du secteur et les citoyens, optimiser la circulation dans le périmètre de l'université, ainsi que bonifier la qualité de vie sur le campus.

«Déjà, la vie de tout le quartier est transformée», souligne M. Epstein. La circulation est plus fluide et la communauté universitaire apprécie beaucoup plus l'environnement qu'elle fréquente au quotidien. De ce côté-là, il n'y a aucun doute! Quant aux gens qui habitent le quartier, ils voient naître depuis quelque temps de nouveaux cafés, de nouveaux restaurants, de nouvelles galeries d'art. Leur qualité de vie s'améliore. Pour nous, tout cela, c'est très motivant et très positif. Le projet répond tout à fait à nos attentes et bien plus encore!»

Collaboratrice du Devoir

Pour plus de détails sur le Quartier Concordia: www.concordia.ca/about/major-projects/quartier-concordia/

UL
CAMPUS SUR MESURE

DGFC
Unité tactique de formation continue

GAGNEZ EN PROFONDEUR

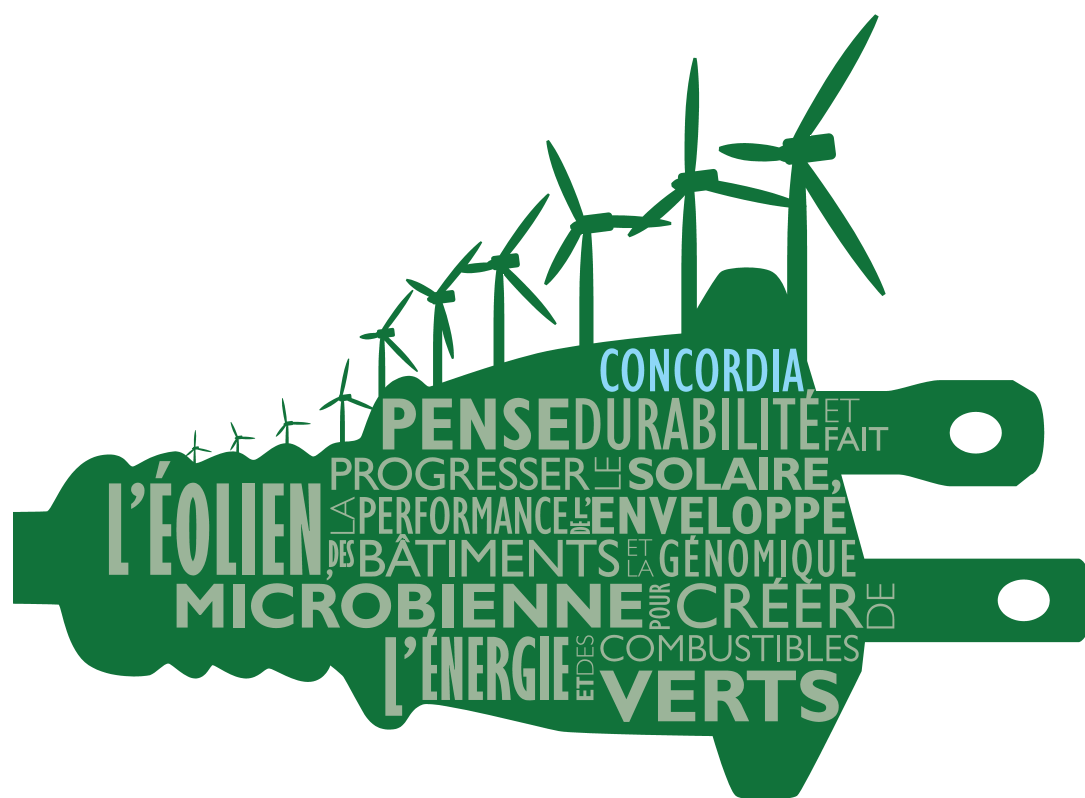
Améliorez votre performance : Découvrez la profondeur de nos programmes de 2^e cycle DGFC.

INSCRIPTION + INFORMATION
1 855 656.3202
dgfc.ulaval.ca

Québec + Montréal + Partout ailleurs au Québec

LE MONDE EST PETIT NOUS VOYONS GRAND

BRANCHONS-NOUS SUR LE COURANT ÉCOLOGIQUE



ENSEMBLE, REPENSONS LE MONDE

UNIVERSITÉ
LAVALDirection générale
de la formation continue

concordia.ca



ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

À Brébeuf

Le Baccalauréat international a la cote

McGill et l'UQ ajoutent 1,5 à la cote R

Depuis quelques années, on entend parler des programmes d'enseignement du Baccalauréat international. Au Collège Brébeuf, ce bac est enseigné depuis bientôt trente ans. Petite visite guidée au cœur de ce programme.

MARIE-HÉLÈNE
ALARIE

Jacques Lemaire est coordonnateur du Baccalauréat international au Collège Brébeuf. D'année en année, il voit arriver les étudiants et les voit repartir avec en mains un diplôme de Baccalauréat international (BI). Il y a trente ans, on était loin de se douter de l'engouement qui s'emparerait de la population étudiante pour ce super diplôme.

«Ici, au Collège Jean-de-Brébeuf, le BI existe depuis 1983; nos premiers diplômés sont sortis en 1985», explique Jacques Lemaire. Ce qui fait du collège le pionnier francophone du BI au Canada. «Au départ, l'idée est venue d'un élève qui siégeait au Conseil des études. Les professeurs ont tout de suite trouvé le défi intéressant, puisqu'il permettait aux étudiants de se mesurer à d'autres du monde entier.»

L'Organisation du Baccalauréat international est l'organisme qui chapeaute les programmes partout dans le monde. L'organisme est présent dans plus de 115 pays et compte plus de 210 000 étudiants. Au départ, le BI est conçu dans le but d'offrir une formation de qualité aux enfants de gens qui se déplacent beaucoup sur la planète. Aujourd'hui très répandu dans la population en général, on retrouve ce programme tant au niveau primaire que secondaire et collégial. Ce qui donne beaucoup de cohésion

au programme du BI, c'est que les étudiants doivent réussir un examen synthèse à la fin de leur scolarité. Cet examen est le même, peu importe où on a étudié dans le monde. «À Brébeuf, dès l'an prochain, on donnera le programme au secondaire, ce qui fait du Collège le premier établissement au Québec à offrir les deux niveaux», ajoute M. Lemaire.

Les différents profils

«Historiquement, le premier programme du BI qu'on a offert a été Sciences de la nature; en 1983, il n'y avait que ce programme avec les voies sciences pures et sciences de la santé.» Aujourd'hui, plusieurs choix s'offrent aux étudiants: langues, cinéma, et le profil psychologie qui s'est ajouté au programme depuis la rentrée de 2011.

Pour l'an prochain, on prépare un nouveau BI en commerce et gestion. «On peut élargir l'offre, d'autant plus qu'on a beaucoup d'étudiants qui sont admis au BI», ajoute M. Lemaire. Cet engouement se traduit par 180 admissions pour cette année. La période d'inscription pour l'an prochain débute à peine et on peut prédire admettre autant de jeunes en septembre 2012, sinon peut-être un peu plus encore que cette année. Jacques Lemaire se souvient qu'il y a à peine quelques années, «c'était plutôt 85 ou 90 nouveaux élèves. Ce qui veut dire qu'en 3 ou 4 ans, on a presque

doublé le nombre d'étudiants. La capacité d'accueil est d'environ 200 nouvelles admissions.»

En nombre absolu, le BI ajoute de nouveaux étudiants, mais l'enthousiasme est tel que la population autrefois inscrite au DEC se tourne aujourd'hui vers le BI. De plus, le Collège attire une clientèle qui vient vers l'institution spécifiquement pour le BI.

Les avantages

«Certains de nos élèves vont étudier à l'étranger du Québec, mais la plupart vont dans des universités d'ici, donc il s'agit de les former correctement pour entreprendre des études universitaires.» Les avantages d'un tel programme sont majeurs quand il s'agit de poser sa candidature dans une faculté universitaire. Dans le réseau de l'Université du Québec et à l'Université McGill, en reconnaissance du BI, on ajoute 1,5 point à la cote R. Ailleurs, aux universités de Montréal, Laval, Sherbrooke et Concordia, on considérera non seulement la cote R de l'étudiant, mais aussi ses résultats à l'examen du BI.

«Les universités apprécient les exigences académiques du BI, par exemple la rédaction d'un mémoire, exercice qu'on ne retrouve pas au DEC et qui est très solide au plan intellectuel.» En effet, peu importe son profil, l'étudiant doit rédiger un mémoire portant sur un sujet de son choix. Cette exigence permet de familiariser les candidats avec la démarche de la recherche et de la rédaction de niveau universitaire.

Créativité, action et service (CAS)

Créativité, action et service, le CAS est le volet parascolaire du programme du BI. C'est en fait le second pilier de la formation. Ce n'est pas seulement encouragé, mais c'est une condition d'obtention du diplôme. «Ça peut faire en sorte que le passage au collégial n'est pas seulement le passage d'un cours à l'autre, mais un investissement humain», rappelle Jacques Lemaire. Il y a des dizaines de projets de services dans la

communauté auxquels les étudiants sont appelés à participer. Ils choisissent eux-mêmes les activités qui les intéressent. Quelques-uns vont participer à des stages humanitaires à l'extérieur du pays pendant que d'autres feront du bénévolat dans des centres d'aide aux devoirs, dans les milieux vulnérables de Montréal ou dans les hôpitaux.

Quand on parle de créativité, les projets sont multiformes. Les jeunes choisissent alors d'apprendre une langue ou un instrument de musique, mais cet apprentissage doit se faire à l'extérieur de la structure scolaire. Et finalement, en ce qui concerne l'action, encore là, les choix sont nombreux. Ces dernières années, on a vu au Collège Jean-de-Brébeuf la fondation d'une antenne d'Amnistie internationale et la formation d'un groupe écologique.

En nombre d'heures investies, le programme demande un minimum de 150 heures. Mais Jacques Lemaire le constate: «Il n'est pas rare de voir

des jeunes aller beaucoup plus loin et faire de 400 à 450 heures.» Le tout se concentre dans les trois premières sessions, puisque la quatrième est consacrée à l'étude en vue de l'examen final.

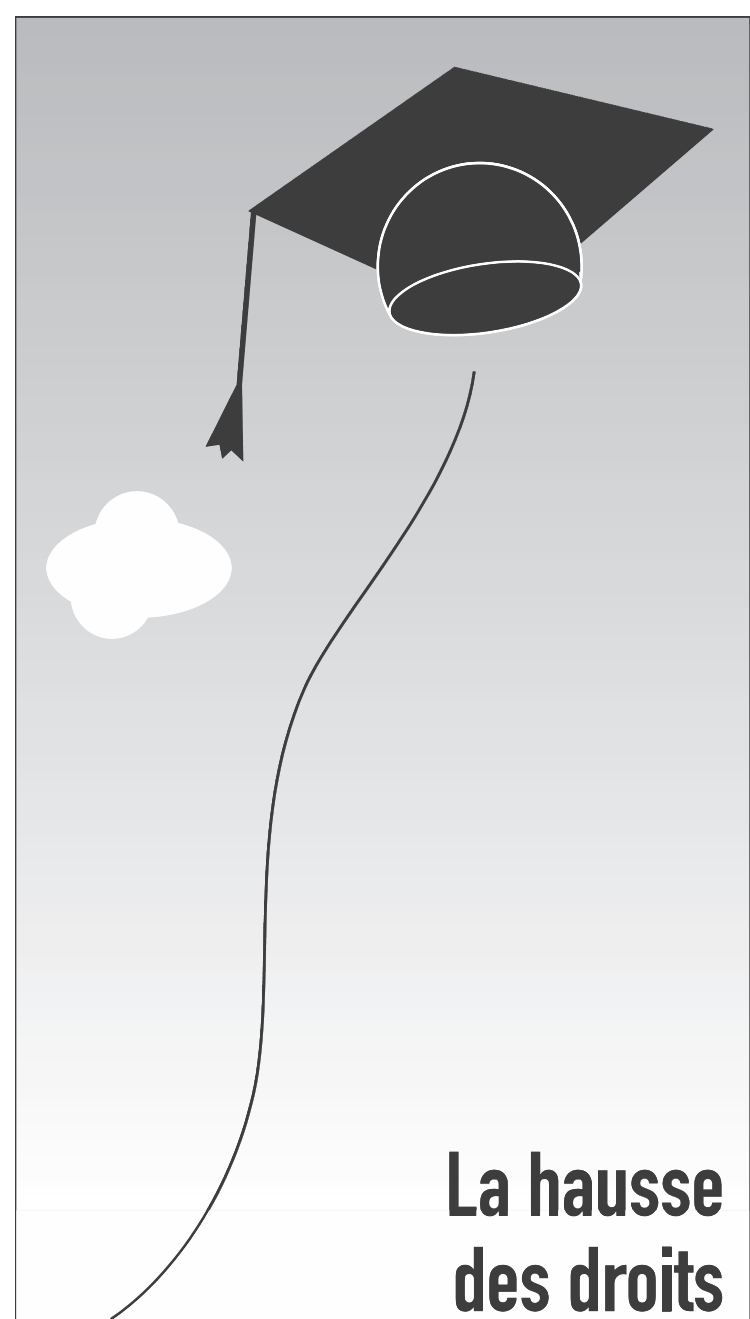
Les anciens

Généralement, les diplômés du BI se retrouvent dans des carrières très intéressantes. Beaucoup d'étudiants vont demeurer dans le domaine universitaire. Plusieurs vont opter pour le cursus en médecine, mais on retrouvera aussi des diplômés du BI dans le monde des affaires et de la finance. Certains s'en iront à l'étranger, comme cet ancien étudiant qui est aujourd'hui à Harvard après des études en physique et en chimie, et qui se prépare à une brillante carrière.

«De manière générale, les étudiants du BI se démarquent à l'expression orale et à l'écrit par une qualité d'argumentation particulièrement solide, précise M. Lemaire. Ce sont des étudiants très curieux intellectuellement et ça se reflète dans leur cheminement universitaire. Beaucoup atteindront la maîtrise et le doctorat.»

Finalement, le programme du BI permet aux étudiants de se mesurer à d'autres jeunes partout dans le monde. Les diplômés reçoivent une reconnaissance particulière lors de leur admission dans une université, qu'elle soit québécoise ou étrangère. Mais au-delà des bienfaits pédagogiques d'un tel programme, le BI forme des citoyens responsables, et ça, c'est déjà tout un programme!

Collaboratrice du Devoir



La hausse
des droits
de scolarité,
c'est un frein
puissant à
l'accessibilité
aux études
supérieures

OPPOSONS-
NOUS!

CSN
www.csn.qc.ca



VISEZ LE SOMMET... GRÂCE AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES EN GÉNIE!

Des programmes qui répondent aux besoins d'un monde en changement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pour parfaire votre formation en y intégrant des principes de développement durable.

Maîtrises en génie et D.E.S.S. en développement durable, options :

- Conception et fabrication durable
- Énergie et développement durable
- Génie de l'environnement
- Procédés et environnement
- Résilience organisationnelle

Informations : www.polymtl.ca/etudes/cs

SYSTÈMES DE SANTÉ

Pour concevoir, gérer, optimiser et améliorer le fonctionnement des systèmes de santé. Programmes offerts aux ingénieurs et aux professionnels qui œuvrent ou s'intéressent au domaine de l'ingénierie des systèmes de santé.

Maîtrise ou D.E.S.S. en génie industriel, option :

- Ingénierie des systèmes de santé

Informations : www.polymtl.ca/futur/nouveauxp/

À NE PAS MANQUER :

SOIRÉE D'INFORMATION SUR NOS PROGRAMMES ET NOS SERVICES
LE MERCREDI 8 FÉVRIER 2012 DE 16 H À 20 H ■ WWW.POLYMTL.CA/SOIREEINFO

POLYTECHNIQUE
MONTRÉAL



LE GÉNIE
EN PREMIÈRE CLASSE

Questions : monavenir@polymtl.ca



Université de Sherbrooke

« Le monde est devenu multidisciplinaire »

Réussite et qualité de vie sont des maîtres mots

En poste comme rectrice depuis juin 2009, Luce Samoïsette a d'abord chapeauté une importante consultation au sein de l'Université de Sherbrooke, qui a ensuite mené à la mise en place du Plan stratégique 2010-2015, lequel précise le développement futur de cette institution.

PIERRE VALLÉE

« Lorsque je me suis présentée à ce poste, explique Luce Samoïsette, j'avais déjà fait quelques coups de sonde pour m'apercevoir que l'on ne devait pas élaborer une planification stratégique sans au préalable avoir mené une vaste consultation, et c'est ce qu'on a fait. Et nous avons voulu que cette consultation soit très vaste, non seulement auprès des membres de la direction et du personnel enseignant, mais aussi auprès du personnel de soutien et des étudiants. On a même consulté nos partenaires externes. Au fond, on a permis à tous ceux qui le voulaient de nous dire ce qu'ils pensaient de l'Université de Sherbrooke. Le bon comme le mauvais. Et de nous dire aussi ce qu'ils attendaient de l'Université de Sherbrooke. »

C'est cette vaste consultation qui a ensuite servi à l'élaboration du Plan stratégique 2010-2015. Ce plan est articulé autour de cinq axes principaux: ouvrir les frontières; renouveler l'approche distinctive en enseignement, en recherche et en création; mobiliser la communauté universitaire pour la réussite étudiante; contribuer au développement social, économique et culturel du Québec, notamment en Estrie et en Montérégie; et finalement, se construire un milieu de vie de qualité.

Abattre les frontières

Il s'agit ici de deux sortes de frontières. « Il y a d'abord la frontière entre les disciplines et les formations. Aujourd'hui, le monde est devenu multidisciplinaire, on pense notamment à la recherche scientifique ou même aux soins de santé. On ne peut donc plus former uniquement en silo et il faut accepter l'influence des autres disciplines. D'ailleurs, un des éléments qui est ressorti de la consultation, c'est le besoin d'une plus grande multidisciplinarité. Il faut donc que nos programmes s'ouvrent davantage. »

La seconde frontière est internationale. « À l'international, ça fonctionne dans les deux sens. Il y a les étudiants étrangers qui viennent chez nous et nos étu-

dants qui vont à l'étranger. Cela vaut aussi pour les chercheurs et les professeurs. Mais avant de se lancer dans l'internationalisation, il faut se demander pourquoi on le fait et qu'est-ce qu'on veut en retirer. Et comme on ne peut pas être partout, il faut faire des choix. Il faut identifier les secteurs où l'on peut se distinguer et faire une différence. On y travaille présentement et on devrait en avoir une meilleure idée d'ici la fin de l'année. »

Et bien que la réflexion ne soit pas complétée, cette approche a déjà donné des résultats. « Depuis plusieurs années, nous avons développé des liens avec des institutions de la région Lyon-Grenoble dans le domaine des nanotechnologies. Cette collaboration a fait en sorte que le CRNS a choisi d'ouvrir une Unité mixte internationale de recherche ici à Sherbrooke. Des chercheurs français viendront donc travailler avec les nôtres dans un laboratoire sur notre campus. »

Présente et attentive à son milieu

Si aujourd'hui, dans le milieu universitaire, la concurrence est internationale, une université se doit aussi d'être pleinement impliquée dans sa région. C'est d'ailleurs ce que fait depuis de nombreuses années l'Université de Sherbrooke, qui a su tisser d'innombrables liens avec des partenaires régionaux. « Ces partenaires sont, par exemple, la Ville de Sherbrooke et d'autres institutions, comme le cégep, mais aussi des entreprises, parce que nous offrons beaucoup de stages en entreprise. On établit des partenariats autant avec des organismes sans but lucratif que des multinationales. Notre intention est de renforcer et de multiplier ces partenariats, autant dans la région de Sherbrooke qu'en Montérégie, où nous sommes présents maintenant depuis une quarantaine d'années. »

Il faut aussi considérer les nouvelles réalités. « Il faut savoir s'adapter à la société actuelle. Par exemple, les jeunes n'apprennent pas de la même manière qu'autrefois. Les cours magistraux à trente étudiants n'ont plus la cote. Il faut donc aussi



SOURCE UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE
Luce Samoïsette, rectrice de l'Université de Sherbrooke

adapter la formation à cette nouvelle réalité.»

Un milieu sain favorisant la réussite

Un des aspects du Plan stratégique 2010-2015 est l'accent qu'il met sur la réussite étudiante. « Que la réussite étudiante figure dans le Plan stratégique n'est pas l'aveu d'un échec, notre taux de diplomation ne faisant pas problème. C'est plutôt une façon de rappeler que la réussite étudiante est l'affaire de tous et une façon de réaffirmer la priorité des étudiants. »

L'accent est aussi mis sur la qualité de vie, d'où la raison d'avoir intégré le développement durable au cœur du Plan stratégique 2010-2015. « Aujourd'hui, un travailleur, qu'il soit professeur universitaire ou qu'il exerce une autre fonction, ne cherche pas uniquement un chèque de paie en se rendant au travail, il cherche aussi un milieu de vie. C'est également vrai pour les étudiants. C'est la raison pour laquelle nous avons aussi fait le choix de la santé organisationnelle, afin de fournir un cadre de travail sain. »

Pour la suite des choses

Suite à l'adoption du Plan stratégique 2010-2015, la direction de l'Université de Sherbrooke a mis en place un Plan d'action pour son implantation. On a aussi mis en place un comité de suivi. « En juin prochain, le comité de suivi rendra son premier rapport. C'est à ce moment que l'on pourra savoir si les actions posées ont obtenu les résultats escomptés. Ce rapport nous permettra aussi de nous ajuster. »

Collaborateur du Devoir

Institut de recherches cliniques de Montréal

« Des esprits libres »

Où McGill et Montréal se rencontrent

L'Institut de recherches cliniques de Montréal (IRCM) existe depuis 1967. Pensé et fondé par le docteur Jacques Genest, inspiré par les instituts Pasteur et Rockefeller, l'IRCM devient alors le premier institut francophone qui vise la recherche clinique.

CATHERINE LALONDE

« La vision du fondateur était de mettre sous un même toit, ensemble, les chercheurs fondamentaux théoriques et cliniciens, explique l'actuel directeur Tarik Möröy, dans son français parfait mâtiné d'accent allemand. On est un des endroits privilégiés où ça se fait ainsi, dans une structure plus familiale, entre collègues, en se rencontrant par exemple à la cafétéria, en frottant les idées, aussi simplement que ça. »

En 36 laboratoires

L'IRCM divise ses 36 laboratoires de recherche en cinq axes: les maladies cardiovasculaires et métaboliques; le cancer; l'immunité et les infections virales; la neurobiologie et le développement; et finalement, la biologie intégrative des systèmes et la chimie médicinale. « Au début, l'IRCM ciblait seulement les maladies cardiovasculaires, puisque le docteur Genest était cardiologue. Au fil du temps, l'IRCM s'est mué par fascination pour la science: biologie moléculaire, biologie de développement, immunologie. Ça s'est développé par intérêt, selon l'idée qu'il faut étudier les mécanismes des maladies. »

Jacques Genest avait étudié à l'Université de Montréal, avant d'en devenir directeur du département de la Faculté de médecine. « L'affiliation avec l'UdeM était naturelle et elle existe toujours, poursuit monsieur Möröy. La clinique est d'ailleurs sous la tutelle de l'Hôtel-Dieu. Je fais partie du département de microbiologie et d'immunologie. Géographiquement, on est plus près de McGill, avec qui on a une association moins formelle. On y est professeurs associés. Nos étudiants viennent des deux côtés: près de 60 % de l'UdeM, quelque 40 % de McGill, et 1 % d'ailleurs. »



SOURCE IRCM

L'édifice de l'Institut de recherches cliniques de Montréal, avenue des Pins

Vocation

Par où passer pour devenir chercheur? « L'enseignement est excellent pour les scientifiques et pour les médecins pratiquants, mais pour un chercheur clinicien, c'est difficile de trouver sa route dans la jungle universitaire. Et disons que c'est très payant d'être médecin. Il faut un individu qui aime la science et qui soit médecin de vocation. Quelqu'un qui veut chercher, sans délaisser ses patients. »

Pour faciliter cette voie, l'IRCM « va offrir bientôt la possibilité aux résidents de médecine de faire un stage dans un laboratoire fondamental pour leurs deux dernières années. On veut inciter les médecins à voir ce qu'est la recherche. »

« Vous avez ici un champ très vaste, qui va de la recherche fondamentale, passant par l'appliquée, jusqu'à la clinique. C'est un lieu qui laisse toute liberté à un chercheur pour se défouler. On recrute des smart people, des créateurs qui ont besoin de leur indépendance, qui ont des idées pas comme tout le monde. Des esprits

libres. » Les étudiants sont bien venus dès le deuxième cycle, et l'IRCM en compte de 110 à 120 par année. « Pendant l'été, on accueille les étudiants en deuxième et troisième année du bac. Ils passent quelques semaines pour voir, pour chercher leur laboratoire, et si une chimie se fait entre un labo et un étudiant, il reste et devient étudiant de maîtrise. Avec le goût de la science, il peut faire le passage directement au doctorat. »

Le cursus, si tout va bien, devrait s'enrichir « d'un programme pour les étudiants diplômés, propre à l'IRCM, de médecine moléculaire et cellulaire, avec l'Université de Montréal. On veut chercher les meilleurs étudiants aux quatre coins du monde, leur offrir une année dense de maîtrise avec nos plateaux technologiques et des stages de laboratoire, les former au top niveau. Après un an, on sélectionnera les meilleurs, sous notre propre régie, pour développer un doctorat. J'espère qu'on pourra commencer en 2013, mais il faut encore trouver le financement. »

Le Devoir

CHERCHEURS, PROFESSEURS, ÉTUDIANTS

**AGENCE
UNIVERSITAIRE
DE LA FRANCOPHONIE**

**LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE
FRANCOPHONE**

**UNE RÉFÉRENCE SUR LA SCÈNE
INTERNATIONALE**

www.auf.org / info@auf.org



Agence universitaire de la Francophonie

Nos bureaux : Montréal | Bruxelles | Paris | Yaoundé | Dakar | Hanoi
Antananarivo | Port-au-Prince | Bucarest | Rabat

Rendez-vous à l'ÉTS

LE 29 JANVIER ENTRE 10 h ET 17 h

**PORTES
OUVERTES**

VISITES GUIDÉES DE L'ÉTS ET DE LABORATOIRES
STANDS D'INFORMATION SUR NOS
PROGRAMMES ET NOS SERVICES
DÉMONSTRATIONS DES PROTOTYPES ÉTUDIANTS (SOUS-MARIN
À PROPULSION HUMAINE, ROBOTS, VOITURE SOLAIRE, ETC.)

**RENCONTRES AVEC DES
ÉTUDIANTS, DES PROFESSEURS
ET DES CHERCHEURS PASSIONNÉS**



École de technologie supérieure
1100, rue Notre-Dame Ouest (angle Peel), Montréal
Bonaventure
www.etsmtl.ca

Le génie avec un +



ÉTS
Le génie pour l'industrie

L'ÉTS est une constituante du réseau de l'Université du Québec